



Les vertus du capital-investissement

Comme presque tout ceux qui suivent et analysent les flux financiers en direction des pays en développement, les auteurs de l'article, au demeurant excellent, intitulé *La mondialisation financière : au-delà de la polémique* (mars 2007), font l'impasse sur le capital-investissement, qui joue pourtant un rôle de plus en plus important dans ces pays, pour se concentrer sur l'IDE et les investissements de portefeuille.



Ils ont raison de dire que l'IDE a moins de chances de prendre la sortie au moindre signe de crise. Mais ils ne mentionnent même pas le capital-investissement, qui lui aussi s'inscrit dans le long terme, peut stimuler la croissance et contribue sans doute plus encore au développement du secteur privé. Pour l'essentiel, le capital-investissement concerne les sociétés de valeur qui ont un accès limité ou inexistant aux capitaux, et il n'est rentable que s'il aide la société en question à améliorer ses résultats. Ces sociétés ne sont pas cotées en bourse mais elles offrent des perspectives de croissance et de rentabilité prometteuses pour peu qu'elles aient accès aux capitaux d'investissement.

Entre 2003 et 2006, les fonds recueillis par les pays émergents sous forme de capital-investissement ont augmenté de plus de 900 %, soit beaucoup plus vite que l'IDE ou les investissements de portefeuille. Le temps n'est-il pas venu de considérer le capital-investissement comme une source légitime de financement pour les entreprises privées des pays en développement? Il serait relativement facile de suivre et d'enregistrer ce type de flux en tant que catégorie distincte d'actif digne d'être traitée séparément. Cette initiative modeste permettrait de différencier plus fidèlement les flux de capitaux en direction des pays en développement et de faire mieux connaître cette technique de financement de plus en plus importante pour les entreprises qui ont le plus grand mal à trouver les capitaux dont elles ont besoin pour prospérer.

Roger Leeds

Professeur, Johns Hopkins School of
Advanced International Studies
Washington

Construire des bases solides

J'ai lu avec plaisir *L'Afrique au rendez-vous* (F&D de décembre 2006). Je suis convaincu que l'Afrique sera un jour au rendez-vous, mais ce ne sera pas facile. L'Afrique se fait de nos jours par une fuite en avant et non sur des bases solides et convaincantes. Depuis l'indépendance des années 60, les Africains n'ont pas pu changer le système économique mis en place par le colonisateur. Nos



pères, au lieu de se préoccuper du développement, se sont disputés le pouvoir.

Aujourd'hui, notre génération doit se soucier d'abord de l'autosuffisance alimentaire. Après on parlera de la transformation, puis de la haute technologie. Certes, nous avons l'indépendance qui donne la liberté, mais sans pouvoir d'achat, la liberté est vide de sens. Les dictatures africaines ne font que nourrir les dictateurs et leurs complices. L'Afrique est en grande partie responsable de son retard économique.

Camille Sitou
Cotonou, Bénin

Comment dépenser la manne pétrolière

L'article intitulé *Dépenser ou épargner* (F&D de décembre 2006), de Paul Toungui, soulève une question qui préoccupe grandement nombre de dirigeants de pays africains dont l'économie est tributaire de la manne pétrolière.

D'après l'auteur, il faut trouver un équilibre entre dépenses sociales et investissement pour moderniser les infrastructures matérielles, d'une part, et le remboursement anticipé de la dette, d'autre part. L'idée de M. Toungui, selon qui il convient de répartir les ressources tirées de la manne pétrolière en deux catégories distinctes, semble partir du principe que l'investissement dans les pays africains ne suffira pas à créer les bases d'un développement durable; c'est pourquoi il conseille d'épargner une partie de ces ressources pour les générations futures.

À mon avis, en cherchant à gagner sur tous les fronts, on risque de ne gagner nulle part. À l'heure de la mondialisation, le vieil adage qui enjoint de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier ne s'applique pas aux pays en développement, car leurs chances d'être compétitifs dans l'économie mondiale tout en assurant les services sociaux de base à leurs citoyens s'amenuisent d'année en année.

Ils doivent donc éviter de disperser leurs ressources et les consacrer toutes au développement de leur potentiel de croissance, notamment à l'amélioration de leur capital humain. Ces stratégies d'investissement doivent être adaptées avec soin aux caractéristiques de chaque pays et tenir compte du contexte mondial. Les dirigeants de ces pays doivent s'engager résolument à tenir leurs promesses. Les investissements devraient aller de pair avec une plus grande transparence dans tous les domaines de l'administration et du secteur public.

Ce n'est pas avec des politiques timorées qui ne tiennent pas compte du contexte mondial dans lequel notre continent doit opérer que l'on réalisera à l'horizon 2015 les objectifs du Millénaire pour le développement mentionnés dans l'article.

Mohammed Tahraoui
Société générale Algérie
Algérie

Le vrai problème, c'est la faim

Dans votre numéro récent consacré à l'Afrique (décembre 2006), vous avez négligé deux questions importantes : en matière de développement, l'éradication de la faim et la

nécessité que les populations les plus démunies puissent se faire entendre sont deux questions fondamentales pour l'Afrique, dont dépendent tous les autres.

Malgré tous les efforts d'organisations internationales telles que la Banque mondiale et le FMI, la pauvreté reste un problème grave. Cela tient au fait que les initiatives de réduction de la pauvreté et les programmes d'aide sont axés bien davantage sur les symptômes que sur le problème sous-jacent lui-même. Prenons, par exemple, la lutte contre le paludisme et le sida, et la scolarisation des filles : tous ces efforts sont louables mais ils négligent souvent le vrai problème : la faim. Même s'il reçoit les médicaments indiqués, un organisme affaibli par la faim ne peut pas résister à la maladie. Et un enfant qui a faim ne peut pas apprendre à l'école.

La lutte contre la pauvreté sera vouée à l'échec tant que les pauvres ne seront pas représentés convenablement au parlement. Une personne qui n'est pas pauvre n'a aucun intérêt réel à réduire la pauvreté. Comme les pauvres ne sont pratiquement pas représentés au parlement et au gouvernement, la réduction de la pauvreté reste un vœu pieux.

Boubakar Amadou
Étudiant en économie
Bénin

Là où l'herbe est plus verte

En bref du numéro de décembre 2006 de *F&D* rapporte les propos de Dilip Ratha, selon qui les envois de fonds des travailleurs émigrés sont la première source de financement extérieur de nombreux pays en développement. Cette affirmation masque un grave problème socioéconomique dû à l'idée que l'herbe est toujours plus verte de l'autre côté.

Il est surprenant que, dans les pays en développement (Afrique subsaharienne), le bonheur soit considéré comme venant de l'extérieur (en l'occurrence des pays industriels). Le monde extérieur regorge de richesses et il faut y aller à tout prix. Qualifiés ou non, les Camerounais de tous âges vous diront avec le plus grand aplomb : «Je vais y aller et je travaillerai dur». Cette attitude est dangereuse du point de vue social et

économique, tant pour le pays d'origine (abandon du foyer, exode des cerveaux, fraude douanière et corruption) que pour le pays d'accueil (sans-papiers, prostitution, criminalité).

Pire encore, Dilip Ratha ne précise pas que les fonds rapatriés servent davantage à la consommation qu'à l'investissement. Ils stimulent ainsi la croissance mais ne contribuent pas forcément au développement.

Nomo III Faustin Lucien
Étudiant en économie
Université de Ngaoundéré, Cameroun

La lutte contre le VIH/sida en Afrique

Dans le numéro de *F&D* intitulé *Rendre l'aide efficace* (septembre 2005), vous parlez de la nécessité d'accroître l'aide financière pour lutter efficacement contre la propagation du VIH/sida en Afrique subsaharienne. C'est là une entreprise louable, certes, mais malheureusement toute cette aide a jusqu'à présent eu des résultats décevants. À mon avis, cela est dû au fait que les politiques de lutte contre



ce fléau font abstraction de facteurs en apparence secondaires qui sont, en réalité, au cœur du problème. Premièrement, nous devons modifier notre attitude à l'égard de la sexualité. En Afrique, les enfants sont considérés comme une source de richesse : plus vous avez d'enfants, plus vous êtes riche. Deuxièmement, nous devons remédier à l'incompétence et à la corruption au sein de nos institutions nationales, objectif qui reste difficile à atteindre malgré les efforts de nos gouvernements en faveur de la bonne gouvernance.

La lutte contre le VIH/sida ne se résume pas à l'apport de nouveaux dons. Le point de départ devrait être le changement des normes sociales et culturelles qui régissent les attitudes à l'égard de la sexualité en Afrique subsaharienne.

Brice Hilaire Kemguem
Ngaoundéré, Cameroun

Événements prévus pour 2007

9–11 juillet, Bruxelles, Belgique
Premier Forum mondial sur la migration et le développement

2–3 août, Coolom, Australie
14^e réunion des Ministres des finances de l'APEC

20 septembre, New York
Réunion des Ministres des affaires étrangères du G-8

19–21 octobre, Washington
Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

11–15 novembre, Rome
20^e exposition et congrès mondial de l'énergie

Site du FMI pour les législateurs

Pour connaître les dernières informations sur les séminaires, les politiques et les opérations du FMI, et pour savoir ce que les législateurs disent du FMI :

www.imf.org/legislators

une source d'information et un forum de débat en ligne pour les législateurs

Écrivez-nous! Adressez votre courrier à fanddletters@imf.org ou à Editor-in-Chief, *Finance & Développement*, International Monetary Fund, Washington, D.C., 20431, USA. La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.